

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 21/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMRC Automotive Modules France SAS

2 avenue de Lattre de Tassigny
B.P. 21
90200 Rougegoutte

Références : UID257090/SPR/JJ/2025 1504A
Code AIOT : 0005901455

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement SMRC Automotive Modules France SAS implanté ZAC du Mont Jean 90200 Rougegoutte. L'inspection a été annoncée le 07/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société SMRC, implantée sur le territoire de la commune de Rougegoutte est desservi la STEP de GIROMAGNY, a été identifiée comme une source potentielle de pollution. Il a donc été jugé pertinent par les services de l'inspection des installations classées de procéder à une visite de contrôle sur le site de SMRC, dans l'objectif d'évaluer la nature des rejets susceptibles d'impacter le bon fonctionnement de la station.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMRC Automotive Modules France SAS
- ZAC du Mont Jean 90200 Rougegoutte
- Code AIOT : 0005901455
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SMRC à ROUGEGOUTTE est spécialisée dans la fabrication de pièces plastiques par injection pour l'habillage intérieur des véhicules (consoles, panneaux de portes, pièces assemblées sur les planches de bord, ...)

Les installations classées exploitées sur l'Unité 2 sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2004, l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juin 2010 et l'arrêté préfectorale RSDE du 24 03 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Collecte des effluents liquides - eaux pluviales	AP Complémentaire du 24/03/2022, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
2	Circulation des effluents et localisation des rejets	AP Complémentaire du 24/03/2022, article 6	Demande d'action corrective	6 mois
3	Valeurs limites d'émission - eaux pluviales	AP Complémentaire du 24/03/2022, article 8.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Transmission, interprétation des résultats	AP Complémentaire du 24/03/2022, article 9	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Au point de rejet interne (TAR)	AP Complémentaire du 24/03/2022, article 8.3	Sans objet
5	Point n°5 : Rejet industriel	AP Complémentaire du 24/03/2022, article 8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets sont canalisés et correctement localisés sur les plans fournis. Les eaux industrielles sont désormais stockées dans des GRV, puis traitées en extérieur dans une filière déchet adaptée. Elles ne sont plus rejetées dans le réseau. Une station de traitement interne est actuellement en cours de chiffrage. L'unité 1 ne produit aucun rejet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte des effluents liquides - eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 15.3 (chapitre II) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 200407021061 du 2 juillet 2004 sont modifiées par les suivantes :</p> <p>Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (eaux de toitures ne rentrant pas en contact avec des résidus de fumées industrielles) sont collectées et acheminées vers la rivière "La Rosemontoise", soit directement, soit via le réseau eaux pluviales de la commune de ROUGEGOUTTE.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage de produits polluants/déchets,etc sont collectées et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont munis d'un obturateur automatique.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas, au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne peut pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Dans ces conditions, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées peuvent être rejetées au milieu naturel (« La Rosemontoise »), soit directement, soit via le réseau eaux pluviales de la commune de ROUGEGOUTTE.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, ainsi que celles susceptibles de l'être, sont collectées et acheminées conformément aux prescriptions de l'arrêté. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le plan des canalisations, incluant la localisation des points de rejet, lesquels ont été vérifiés sur le terrain.</p> <p>L'exploitant a également indiqué que les opérations de nettoyage des séparateurs à hydrocarbures sont réalisées chaque année.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre les factures relatives aux opérations de nettoyage des séparateurs à hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Circulation des effluents et localisation des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2022, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Circulation des effluents et localisation des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 17.1 (chapitre II) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 200407021061 du 2 juillet 2004 sont modifiées par les suivantes :</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>La dilution des effluents est interdite, hormis celle résultant du rassemblement des effluents de même type de l'établissement ou celle nécessaire à la bonne marche des installations de traitement. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p> <p>Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, par mail en date du 20 mars 2025, un plan mis à jour des rejets industriels. Ce plan a ensuite été examiné avec l'exploitant en salle, puis vérifié sur le terrain lors de la visite du 02/04/2025.</p> <p>Les effluents ne sont pas dilués sont canalisés et les réseaux de collectes des effluents aboutissent aux points de rejets précisés dans l'arrêté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre un porter à connaissance (PAC) pour encadrer l'utilisation des GRV.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Valeurs limites d'émission - eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2022, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux pluviales

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au point de rejet n°1,2,3,6,7 et 8</p> <p>Les rejets d'eaux pluviales canalisés respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Température : <30°C • PH : compris entre 5,5 et 8,5 • Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur inférieure à 100 mgPtL • MES : <35 mg/L • HC totaux : <10 mg/L • DCO : <125 mg/l <p>Pour les points de rejets n° 1, n° 6 et n° 7, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées "dans un avis publié au journal officiel" . Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, par courriel en date du 20 mars 2025, les analyses réalisées correspondant au quatrième trimestre de l'année 2024. Le bureau d'études (APAVE), chargé des mesures, est intervenu la semaine de la visite d'inspection afin d'effectuer les prélèvements pour les analyses du premier trimestre 2025.</p> <p>La mesure des valeurs limites d'émission n'est pas réalisée correctement : la DCO et les MES ne sont pas contrôlées.</p> <p>Les autres VLE, à savoir la température, le pH, la couleur et les hydrocarbures totaux, respectent la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre les résultats de la prochaine analyse. L'ensemble des paramètres devra être contrôlé conformément aux dispositions de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Au point de rejet interne (TAR)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2022, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au point de rejet interne (TAR), les effluents doivent également respecter les caractéristiques</p>

suivantes :

[...]

Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la norme de qualité environnementale.

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les opérations de prélèvements et d'analyses sont réalisées conformément aux prescriptions techniques définies par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet, en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé, etc.) non chargés de produits toxiques.

En cas de traitement par bâchée, un échantillon représentatif est analysé avant rejet.

Constats :

L'exploitant a fourni par courriel lors de l'inspection le rapport d'analyse de la TAR du 29/01/2025. Aucun traitement par bâché est effectué, les analyses sont réalisées par le laboratoire Eurofins.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Point n°5 : Rejet industriel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2022, article 8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles

Prescription contrôlée :

Au point de rejet n° 5, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Code sandre	valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L)	maximum journalier en g/j)	% de contribution du flux admissible sur la masse d'eau	Périodicité de contrôle
ph	1302	5,5 à 8,5	/	/	trimestriel
température	1301	inférieur à 30°C	/	/	trimestriel
odeur	1309	absence de nuisances	/	/	/

couleur	1552	modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieur à 100 mg Pt/j	/	/	/
débit	1305	max jour : 50 m3/j	/	/	hebdomadaire*
MES	1313	600	2000	0.66	semestriel
DBO5	1314	800	2000	5.51	semestriel
DCO	1551	200	1000	0.55	semestriel
azote global	1350	150	10	0	semestriel

phosphore total	1350	50	10	0.83	semestriel
cuivre	1392	0.01	0.6	9.92	trimestriel
zinc	1383	0.094	4.7	9.96	trimestriel
manganèse	1394	1	10	/	trimestriel

f e r + aluminium	7714	5	20	/	trimestriel
aox	1108	1	21	/	trimestriel
hydrocarbur es totaux	7009	10	137	/	trimestriel
plomb	1382	0.07	0.35	4.82	trimestriel
ion fluorure	7073	15	30	/	trimestriel
fluoranthène	1191	0.00007	0.1	9.19	trimestriel

En cas de traitement par bâchée, un échantillon représentatif est analysé avant rejet.
[...]

Constats :

L'examen des documents fournis ainsi que les échanges sur site ont mis en évidence plusieurs non-conformités ;

1. Analyses des rejets

- Plusieurs paramètres analysés présentent des non-conformités, notamment : pH, zinc, cuivre et fluoranthène.
- Les analyses sont incomplètes : certains paramètres exigés par l'arrêté préfectoral ne sont pas pris en compte (ex : aluminium, plomb, fluorure, AOX).

Depuis mars 2025, les eaux issues du point 5 (lavage des coquilles) sont désormais stockés dans des GRV. Il n'y a donc plus de rejets d'eaux industrielles dans le réseau d'assainissement. Les GRV sont récupérés par la société SOTREFI. Les volumes des GRV représente 600 m³ par an, soit environ 2,5 à 3 m³ par jour, sur la base de 10 lavages quotidiens d'un volume compris entre 200 et 300 litres chacun.

L'exploitant a indiqué qu'un projet de station d'épuration, visant à permettre un fonctionnement en circuit fermé, est actuellement en cours de chiffrage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet le devis de chiffrage relatif au projet de station d'épuration interne, en cours d'élaboration par la société Niskae. Il est également demandé de fournir les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits P6 et P8, ainsi que les noms commerciaux des produits utilisés lors des opérations de lavage. Ces produits sont les poudres plastiques utilisées pour

fabriquer les produits de l'entreprise. L'exploitant devra transmettre, sous le délai maximum de deux mois compté à réception du présent rapport, à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi de déchets concernant l'évacuation des GRV vers la société SOTREFI.
Concernant la station d'épuration, trois mois avant sa mise en service et dans un délai maximum de trois mois avant la finalisation du projet, l'exploitant devra transmettre aux services des installations classées un porter à connaissance (PAC).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission, interprétation des résultats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2022, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans le mois suivant la réalisation des mesures sur site. L'exploitant joindra aux télédéclarations périodiques, les rapports de surveillance contenant rapports de surveillance contenant notamment le détail des prélèvements et bordereaux d'analyse.</p> <p>Dans le cas d'une impossibilité technique avérée pour la transmission numérique des résultats via l'application précitée, les résultats de cette autosurveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dans les mêmes délais sous forme d'un rapport commenté (la transmission pourra se faire par voie électronique sur validation de l'inspection).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports GIDAF ne sont pas à jour. L'exploitant a indiqué l'arrivée prochaine d'un nouveau responsable HSE, qui sera chargé de faire le point sur ce suivi.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra procéder au dépôt des données manquantes sur la plateforme GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois